

ACCORD-CADRE DE SERVICES

COMUE Lyon Saint-Etienne
Direction Stratégie immobilière et
développement des Campus

-
92 rue Pasteur
CS 30122
69361 Lyon Cedex 07
Tél : 04 37 37 26 70

Maître d'ouvrage



PRESTATION DE LOCATION-MAINTENANCE DE CONTENANTS, COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS DE LA I-FACTORY

Cahier des Clauses Administratives Particulières

ARTICLE 1. Objet du marché – Dispositions générales.....	2
1.1. Objet du marché.....	2
1.2. Décomposition.....	2
1.3. Durée du marché et délais d'exécution.....	2
1.4. Type de marché.....	2
1.5. Clause de réexamen.....	2
1.6. Description des prestations.....	3
1.7. Notifications et informations.....	3
1.8. Réalisation de prestations similaires.....	3
1.9. Réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives.....	3
ARTICLE 2. Pièces constitutives du marché	4
ARTICLE 3. Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	4
ARTICLE 4. Exécution	4
4.1. Modalités d'exécution des bons de commande.....	4
4.2. Dispositions en cas de sous-traitance.....	5
4.3. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé.....	6
ARTICLE 5. Prix du marché.....	7
5.1. Caractéristiques des prix pratiqués.....	7
5.2. Modalités de révision des prix.....	7
ARTICLE 6. Modalités de règlement.....	8
6.1. Avance	8
6.2. Acomptes.....	9
6.3. Présentation des demandes de paiement.....	9
6.4. Acceptation de la demande de paiement	10
6.5. Délai de paiement.....	10
ARTICLE 7. Pénalités	10
7.1. Dispositions générales	10
7.2. Pénalités pour les prestations courantes.....	11
7.3. Dégradation du domaine public.....	12
7.4. Pénalités pour non-production de documents :	12
7.5. Pénalités pour travail dissimulé.....	12
7.6. Pénalités relatives au RGPD.....	12
ARTICLE 8. Contrôle de l'exécution des prestations	12
ARTICLE 9. Obligations	13
9.1. Confidentialité.....	13
9.2. Obligation d'information.....	13
ARTICLE 10. Résiliation du marché.....	14
ARTICLE 11. Exécution des prestations en cas d'incapacité du titulaire	14
ARTICLE 12. Garanties - Assurances	14
ARTICLE 13. Conciliation et règlement des litiges	14
ARTICLE 14. Respect des mesures sanitaires	15
ARTICLE 15. Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.....	16

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes : Location, maintenance de contenants, collecte, traitement et valorisation des déchets pour le bâtiment I-Factory de la COMUE Lyon Saint-Etienne, ci-après dénommée « la COMUE ».

Le titulaire a une obligation de résultat et de qualité de service envers les usagers consistant à garantir, pendant toute la durée du marché, des conditions optimales d'intervention et de fonctionnement.

Lieu d'exécution :

Les prestations prendront lieu au bâtiment I-Factory, 13 avenue Jean Capelle, 69110 Villeurbanne.

1.2. Décomposition

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

1.3. Durée du marché et délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et pour une durée de douze (12) mois. Il peut être reconduit trois (3) fois pour une période de 1 an. Cette reconduction est tacite.

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire l'accord-cadre, doit se prononcer par écrit au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre ; la reconduction de l'accord-cadre est considérée comme acceptée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Par dérogation à l'article 13.1.1 CCAG-FCS, les délais d'exécution sont ceux indiqués dans les bons de commande transmis au titulaire.

1.4. Type de marché

Le présent marché prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à prix unitaires. Le prix des prestations sera établi sur la base du bordereau de prix unitaire (BPU) renseigné par le titulaire. Ainsi, des bons de commandes sont émis par l'administration au fur et à mesure de l'apparition des besoins en application des dispositions des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum des prestations est de 90 000 euros HT sur toute la durée du marché, reconduction comprise.

1.5. Clause de réexamen

En application de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;

- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant ;
- Des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial ;
- Transfert du marché à une nouvelle entité juridique dans le cas d'une création d'un nouvel établissement.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

1.6. Description des prestations

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.7. Notifications et informations

En complément de l'article 3.1 du CCAG-FCS, tous les échanges et notifications effectués dans le cadre de l'exécution du contrat sont réalisés prioritairement :

- par courriel à une adresse générique (et non nominative) du titulaire garantissant que la réception puisse être réalisée par plusieurs personnes,
- par courriel à l'adresse mentionnée dans l'acte d'engagement,
- par courrier remis en main propre contre récépissé,
- par courrier postal avec accusé de réception.

En cas de notification par courriel, le titulaire est réputé avoir reçu la notification dans le délai maximum de cinq jours à compter de la date d'envoi du mail par l'expéditeur : l'accusé de réception automatique fourni par le service de messagerie de l'expéditeur suffira à prouver la date d'envoi.

1.8. Réalisation de prestations similaires

La ComUE se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.9. Réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives

Par dérogation à l'article 23.1 du C.C.A.G-FCS, pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur. La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai de 10 jours.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G-FCS, le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant ces

modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent. La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le Règlement de la Consultation (RC) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cadre de mémoire technique (C.M.T) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document, quoique non joint au dossier de consultation, est réputé connu des candidats et consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr ;
- L'offre technique du titulaire et ses éventuelles annexes.

Pièces indicatives : le détail quantitatif estimatif (DQE).

ARTICLE 3. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, par dérogation à l'article 5 du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 4. EXECUTION

4.1. Modalités d'exécution des bons de commande

Les prestations objet du présent accord-cadre seront mises en œuvre par l'émission de bons de commandes datés et signés par le représentant de l'Université de Lyon.

Un bon de commande sera émis pour l'exécution de chaque prestation et chiffré sur la base des prix indiqués par le titulaire dans son bordereau des prix.

Chaque commande est transmise par l'un des moyens ci-dessous :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Transmission par télécopie avec accusé de réception ;
- Transmission par mail avec accusé de réception ;
- Remise directe au titulaire contre récépissé.

Dans le but de permettre la transmission des commandes par voie électronique, le titulaire devra fournir à l'acheteur, dans l'acte d'engagement du marché, une adresse mail valide. En cas de changement de l'adresse mail de contact, une nouvelle adresse électronique valide devra être fournie à l'acheteur.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande présenteront les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la référence de l'accord-cadre ;
- la nature et la description des travaux à réaliser ;
- le lieu d'exécution des travaux ;
- le montant de la commande ;
- les coordonnées des personnes responsables du suivi du dossier à l'acheteur ;
- le délai d'exécution de la prestation (date de début et de fin).

Seul l'acheteur est habilité à passer une commande dans le cadre de cet accord-cadre.

Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins, jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

4.2. Dispositions en cas de sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve du respect des dispositions des articles R.2193-1 à -9 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant ne pourra commencer à exécuter les prestations avant son agrément par l'acheteur. Dans le cas où ces dispositions ne seraient pas respectées, le titulaire s'expose aux sanctions prévues au CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultantes du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite. Seules les prestations de services peuvent faire l'objet d'un acte de sous-traitance.

4.2.1. Mise en œuvre de la sous-traitance

Toute prestation sous-traitée doit être déclarée au représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre.

Le titulaire présente à l'acheteur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments prévus à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique. L'acheteur, en cas d'accord, doit accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial de sous-traitance qui constitue une annexe au présent contrat (formulaire DC4, joint à la consultation).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le représentant du pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement dans un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et dans le cas échéant de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant est de droit dès lors que les prestations sous-traitées sont supérieures à 600 euros hors taxe. Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire comme stipulé aux articles 32.1. e) du CCAG-FCS.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent de fait aux prestations sous-traitées.

4.2.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

4.3. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, l'acheteur adressera alors une mise en demeure au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, à l'acheteur les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera à l'acheteur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 5. PRIX DU MARCHE

5.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées sur la base des prix indiqués par le titulaire dans son bordereau des prix unitaires et par application de ces derniers aux quantités indiquées dans les bons de commande.

La monnaie de référence du présent accord-cadre est l'euro.

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-F.C.S., ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent notamment et en général :

- L'ensemble des dépenses nécessaires à la totale et complète réalisation des prestations, objet du présent marché ;
- Les frais de main d'œuvre, à quelque titre que ce soit, notamment à charges spéciales de tous ordres, primes et indemnités diverses (déplacements, hébergements...) ;
- Toutes les assurances et frais résultant des précautions à prendre en cas d'accident ;
- Tous les frais propres à l'entreprise ;
- Toutes charges fiscales, sociales, générales ou spéciales frappant les prestations ;
- Tous frais généraux, faux frais, bénéfices et aléas de toute sorte ;
- Tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport des matériels et matériaux jusqu'au lieu de livraison ;
- La gêne occasionnée par l'encombrement du site ou la présence d'occupants ;
- La gêne occasionnée par les difficultés d'accès ;
- Les contraintes particulières d'intervention.

En cas de cotraitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

5.2. Modalités de révision des prix

Le prix relatif aux prestations du présent marché est révisé le cas échéant à la date anniversaire du

début de l'exécution du marché, selon la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times [0,5 \times \text{CPF } 38.11_n / \text{CPF } 38.11_0] + 0,5 \times \text{CPF } 38.21_n / \text{CPF } 38.21_0]$$

P_n = prix révisé année n ;

P_0 = prix de l'offre initiale ;

$\text{CPF } 38.11_n$ = valeur de l'indice de correction pour la collecte des déchets non dangereux, valeur pour le mois n du dernier indice connu à la date anniversaire de révision

$\text{CPF } 38.11_0$ = valeur de l'indice de correction pour la collecte des déchets non dangereux, valeur pour le mois zéro, pris au mois de signature de l'acte d'engagement

$\text{CPF } 38.21_n$ = valeur de l'indice de correction pour le traitement et élimination des déchets non dangereux, valeur pour le mois n du dernier indice connu à la date anniversaire du marché;

$\text{CPF } 38.21_0$ = valeur de l'indice de correction pour le traitement et élimination des déchets non dangereux, valeur pour le mois zéro, pris au mois de signature de l'acte d'engagement

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à la ComUE., ses nouveaux prix unitaires avec un préavis d'un mois avant la date prévue pour l'application de la révision.

Le titulaire devra produire tous les documents nécessaires à l'application de cette nouvelle tarification, au moins un mois au plus tard avant l'application des nouveaux tarifs. A défaut, les prix ne seront pas révisés jusqu'à la prochaine échéance.

Ces documents feront l'objet d'une vérification par l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de sa transmission par le titulaire.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix révisés ne sont appliqués qu'aux bons de commande émis après validation de la révision par l'acheteur.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, l'acheteur prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, l'acheteur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Clause de butoir

L'évolution du prix de règlement résultant de l'ajustement des prix susmentionnés sera limitée à une augmentation de 5% maximum par an.

Clause de sauvegarde

La ComUE se réserve le droit de rejeter les nouveaux tarifs et de résilier, sans indemnité, avec un préavis d'un mois, la partie non exécutée du marché à la date de changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 5% par an.

Cependant, dans le cas où cette augmentation annuelle est égale ou supérieure à 10% et qu'elle résulte d'événements que les parties ne pouvaient légitimement prévoir, la ComUE se réserve la possibilité d'accepter, après justifications (factures d'achat, décomposition des coûts, etc..) apportées par le titulaire, l'application de la clause de révision des prix peut déroger au maximum annuel fixé à 5% selon la clause butoir. Cette acceptation sera formalisée par ordre de service.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».

ARTICLE 6. MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Avance

Sauf refus du titulaire, une avance est versée selon les modalités définies ci-après, conformément à l'option B présentée dans l'article 11 du CCAG-FCS.

L'avance est calculée sur la base du montant initial TTC du marché ou du bon de commande concerné lorsqu'il est supérieur à 50.000 euros H.T., et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance sera de 3% du montant TTC des prestations confiées au titre du bon de commande.

Le remboursement de cette avance interviendra lorsque les prestations réalisées seront comprises entre 65% et 80% du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30% du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

6.2. Acomptes

Le marché prévoit la possibilité de versement d'acomptes conformément aux dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le rythme de versement des acomptes intervient de façon trimestrielle.

Si le titulaire du marché envoie ses demandes d'acomptes à une adresse différente que celle précisée à l'article du CCAP ci-dessous, elles lui seront retournées, sans engager le délai de paiement.

6.3. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont impérativement transmises par voie électronique via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Par dérogation à la dernière phrase de l'article 11.8.1 du CCAG-FCS, les demandes de paiement transmises autrement que par le portail Chorus Pro ne seront pas traitées et le délai de paiement ne commencera pas à courir, sans que l'acheteur n'ait besoin de le notifier au titulaire ou au sous-traitant.

En complément de l'article 11.3 du CCAG-FCS, les **factures dématérialisées** établies sur papier en-tête du titulaire comportent, outre les mentions sociales d'usage, les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'acheteur COMUE Lyon Saint-Etienne en tant que destinataire de la facture : **13002136300010**;
- le numéro d'engagement qui vous sera transmis par le gestionnaire en charge du dossier pour la demande de paiement de la partie forfaitaire **ET** le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande pour la demande de paiement de la partie s'exécutant à bons de commande ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;

- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-F.C.S. ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les demandes de paiement sont faites sur présentation de la facture après vérification du service fait.

Les modalités de présentation des demandes de paiement sont établies conformément à ce qui précède. Le règlement est consécutif à une présentation de factures établies obligatoirement sur la base de bons de commande émis par la ComUE.

6.4. Acceptation de la demande de paiement

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement dans les conditions évoquées dans l'article 11.6 du CCAG-FCS.

Le paiement pour solde ou le règlement partiel définitif (maintenance préventive) interviendra dans les conditions fixées à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

6.5. Délai de paiement

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par la ComUE sauf désaccord du service gestionnaire du marché.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans formalités (sauf cas de contestation par la personne publique), pour le titulaire du marché ou son sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires calculés sur la base du taux BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € (quarante euros) sera due de plein droit et sans autre formalité, c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander, à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

ARTICLE 7. PENALITES

7.1. Dispositions générales

En cas de manquement à ses obligations, le titulaire se verra appliquer par la ComUE les pénalités définies ci-après. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard ou de la défaillance, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération ne sera appliquée si le montant total ne dépasse pas 1000€.

Les pénalités s'entendent par jour calendaire.

Dans l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus élevée s'applique.

Les pénalités, après notification au titulaire, s'imputent d'office sur les sommes dues au prestataire par réfaction sur les factures. Le titulaire s'engage à intégrer dans sa prochaine facture en moins-values les montants des pénalités qui lui sont signifiés par lettre recommandée par la ComUE.

7.2. Pénalités pour les prestations courantes

La liste des pénalités est la suivante :

Intitulé	Mode d'application	Montant HT
Non-respect de la date de commencement d'exécution de la distribution initiale des bacs	Par jour de retard calendaire	150 €
Non-respect dans le remplacement/réparation de bacs sur ordre écrit	Par jour calendaire de retard, au-delà des 48h de délai	100 €
Non-respect du délai pour les ajustements du nombre et volume de bac	Par jour de retard calendaire, au-delà des deux semaines de délai	150 €
Consignes de sécurité non respectées (code de la route, stationnement lors des distributions ...)	Par infraction constatée	100 €
Comportement non admissible du personnel (cf. règlement intérieur)	Par infraction constatée et par agent	100 €
Emploi d'un véhicule non réglementaire ou non-conforme au CCTP	Par infraction constatée	150 €
Mise en service d'un véhicule qui perd des déchets ou des jus sur l'avoie publique	Par infraction constatée	300 €
Véhicule en stationnement irrégulier sur la voie, ouverture de chargement non fermée en dehors de la collecte	Par infraction constatée	200 €
Non collecte d'une benne	Par contenant et par jour calendaire, au-delà des 48h de délai	50 €
Absence de contrôle visuel de la conformité des déchets présentés à la collecte	Par infraction constatée	50 €

Défaut d'information en cas de panne ou d'accident d'un véhicule	Par infraction	300 €
Rejets de déchets à l'égout	Par infraction constatée	500 €
Non-respect des engagements environnementaux fixés au mémoire	Par infraction constatée	100 €

Enfin, pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que les cas cités ci-avant, la COMUE Lyon Saint Etienne peut exiger, sans mise en demeure préalable, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 300 euros.

7.3. Dégradation du domaine public

En cas de dégradation du domaine public (barrières automatiques, bornes, potelets, pelouses, platebandes, etc.), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 € HT par dégradation, sur simple constat d'un agent de la COMUE. Le recours à la vidéo-surveillance est également possible. Cette pénalité n'exclut pas les frais de réparation des dégâts causés dû par le titulaire.

7.4. Pénalités pour non-production de documents :

Le titulaire doit produire des documents :

- Comptes rendus d'interventions
- Certificats de destruction intégrale officiel dûment signé en original,
- Bilans quantitatifs et qualitatifs mensuels

Si ces documents ne sont pas transmis à la COMUE dans les délais fixés par le CCTP pour chacun d'eux, après une mise en demeure envoyée par messagerie électronique avec accusé réception, le prestataire s'expose à des pénalités de 50 € HT par jour calendaire de retard.

7.5. Pénalités pour travail dissimulé

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant HT du bon de commande concerné.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

7.6. Pénalités relatives au RGPD

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, la ComUE peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 500€.

ARTICLE 8. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution du service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la présence du titulaire n'est pas requise pour ces vérifications.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS

9.1. Confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG.-FCS., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tous ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

En particulier, les documents fournis par l'acheteur au titulaire dans le cadre de ce marché restent la propriété de l'acheteur.

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'acheteur.

Ne sont pas couverts pas cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du secret des affaires ou de non- respect des dispositions précitées.

9.2. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant en cours d'exécution.

En cas de manquement, le représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent à :

- une prise de participation du titulaire au capital d'une entreprise tierce, lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent accord-cadre ;
- une prise de participation d'une entreprise tierce au capital du titulaire lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des travaux électriques ;
- l'impartialité et à l'indépendance du titulaire vis-à-vis des bénéficiaires ou de toute entreprise susceptible d'effectuer des travaux ou l'entretien des bâtiments, installations ou équipements objets des prestations du présent accord-cadre ;
- l'exercice par le titulaire de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage ;
- une perte d'agrément, de certification ou d'autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet de l'accord-cadre.

De manière générale, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre et notamment d'en compromettre la validité.

Le titulaire est tenu de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHE

L'acheteur pourra résilier le présent marché dans les hypothèses et conditions prévues au CCAG-FCS et aux articles du présent document relatifs à :

- Confidentialité
- Prix et règlement – en cas de mention d'une clause de sauvegarde.

L'exécution aux frais et risques du titulaire pourra être mise en œuvre par l'acheteur dans toutes les hypothèses mentionnées à l'article 45 du CCAG-FCS.

Quelle que soit la cause de la résiliation du marché, aucune indemnité ne sera octroyée au titulaire.

ARTICLE 11. EXECUTION DES PRESTATIONS EN CAS D'INCAPACITE DU TITULAIRE

A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas d'incapacité technique du titulaire dûment motivée de lui fournir les prestations demandées, de recourir à un tiers pour l'exécution de ces prestations. Le montant cumulé de tels achats doit rester accessoire par rapport au montant du marché.

ARTICLE 12. GARANTIES - ASSURANCES

Garanties des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

Assurances

Pour rappel, le titulaire est responsable des fautes commises par son personnel et notamment celles ayant occasionné un dommage corporel ou matériel aux personnes et/ou aux équipements.

Le dommage est indemnisé en fonction du préjudice subi.

Conformément à l'article 9 de CCAG-FCS, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire des assurances obligatoires.

Ces assurances sont :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1240, 1241 et 1242 du code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13. CONCILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient intervenir en cours d'exécution est celle définie par les articles L. 2197-1, L. 2197-3 et R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du contrat. Dans l'hypothèse où l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif ou si le lieu de cette exécution n'est pas désigné dans le contrat, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique compétente pour signer le contrat, soit le tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 14. RESPECT DES MESURES SANITAIRES

Le titulaire s'engage à respecter toutes les mesures sanitaires définies par la ComUE dans le cadre de l'exécution des prestations sur site.

ARTICLE 15. DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé :

Article du présent document	Objet	CCAG-FCS
Article 1.3	Délais d'exécution	13.1.1 CCAG-FC
Article 1.9	Objet du marché - Dispositions générales	Article 23
Article 2	Pièces constitutives du marché	Article 4.1
Article 3	Règlement général sur la protection des données	Article 5.2.2
Article 4	Délais	Article 13.1
Article 6	Prix du marché	Article 10.2
Article 7	Modalités de règlement	Article 11.8.1
Article 8	Pénalités	Article 14.1
Article 9	Contrôle de l'exécution	Articles 27.3 et 28